

ÉPILOGUE

Le plaisir de l'indiscipline intellectuelle

Durant toute ma scolarité, j'ai eu droit dans mes carnets scolaires au commentaire suivant : « intelligent mais indiscipliné ». Je doute de mon intelligence, tellement j'ai du mal à entrer dans les analyses conceptuelles et la théorie ne m'intéresse que si elle part de problèmes concrets qu'elle permet de mieux éclairer. Bref, j'étais meilleur en physique qu'en mathématiques et aujourd'hui l'économie ne me parle qu'aux travers des statistiques. Mon goût pour les chiffres ne m'a pas conduit à développer de grandes théories. Mais il m'a permis de trouver les contre exemples qui ruinaient les faux théorèmes. Se méfier des idées reçues et des consensus, c'est la manière que j'ai trouvée pour transformer ma faiblesse, l'indiscipline, en force intellectuelle.

C'est ainsi que depuis les années 1970 je n'ai cessé de parler et d'écrire sur tous les sujets auxquels conduit la prospective, cette indiscipline intellectuelle dont parlait

Pierre Massé, qui impose une vision globale sur le monde contemporain. Dans ce périple, j'ai abordé les terres de la mondialisation, de la démographie, du développement durable, de la technologie, de la formation, de l'emploi, du chômage, en passant par la désindustrialisation, la compétitivité des territoires, la création d'entreprises, mais aussi les relations entre la famille et la société, sans oublier les conséquences du vieillissement, les perspectives migratoires et les questions d'intégration et d'inégalités dans nos territoires. Ce souci de vision globale ne facilite pas mon positionnement, inclassable et touche à tout, diront certains, irritant et provocateur, diront d'autres. Je réponds, immanquablement, que c'est la réalité qui est provocante et que je me sens bien dans cette fonction d'empêcheur de penser en rond ; après tout, quand le poil à gratter pique, c'est qu'il fait mouche.

La lumière crée l'ombre

La chasse aux idées reçues est un sport passionnant. Certains pourraient interpréter ce sport intellectuel comme un exercice facile : il suffirait de prendre le contre-pied des idées dominantes pour garantir le succès médiatique. La réalité est tout autre : ramer à contre-courant impose des efforts considérables. La difficulté provient, naturellement, de la diversité des sujets abordés : de l'énergie à l'éducation, en passant par la technologie, l'emploi, la croissance ou la démographie ; mais aussi des barrières à l'entrée mises en place par les experts patentés d'un domaine. La variété du tableau de chasse témoigne de la curiosité à laquelle incite la vision globale de la prospective avec, pour seules armes, le bon sens et l'analyse des faits.

Bref, la chasse aux idées reçues est un exercice risqué pour la réputation intellectuelle. Généralement, les idées à contre-courant sont très appréciées par ceux qui ne vivent pas du courant en question, mais dès que l'on se mêle de leurs affaires, cela devient vite intolérable. C'est ainsi que les journaux ont publié, sans difficulté, une centaine de mes articles depuis vingt ans, sauf celui concernant la sclérose des médias. Autre exemple : en 1979, l'article intitulé « La banque pourrait être la sidérurgie de demain » (Godet, Plas) a fait la fortune d'une expression et suscité un débat (il y a même eu des grèves dans les banques à la suite de cet article) ; mais il a fallu à son auteur attendre dix ans avant d'intervenir à nouveau dans ce milieu. La même histoire pourrait être évoquée à propos des articles sur la « surabondance d'énergie » (1978), au moment où le lobby des nucléocrates était dominant. Il n'était pas non plus facile de dénoncer trop fortement la « japonosclérose » et certaines « japonaiseries » sur le management dans les années 1980 (Giraud, Godet, 1987 ; Godet, 1987a ; Godet, 1987b), ni même la maladie du diplôme en 1988. Au tournant du XXI^e siècle, au moment de la flambée de la nouvelle économie et de la déraison des marchés, il fallait beaucoup de bon sens, et un peu de mémoire, pour se rendre compte que la nouvelle croissance était une vieille lune (2000). Et, aujourd'hui, il faut une certaine témérité pour dénoncer l'insoutenable développement durable¹.

Les mirages collectifs, les aveuglements et les refus de voir ne datent pas d'hier. Et l'époque moderne n'échappe pas à ce constat. Tout se passe comme si les sociétés humaines passaient d'un mirage à l'autre, pour mieux se cacher la forêt des vrais problèmes qui sont de nature

1. Comme nous l'avons fait ici même (cf. chapitre I) et dans *Le Monde* du 13 novembre 2007.

sociale et organisationnelle. Les mirages technologique et éducatif ne doivent pas faire oublier les autres clichés qui sévissent régulièrement. Il en est ainsi du mythe de la taille critique des entreprises, alors qu'il y a toujours des entreprises plus petites et plus performantes dans un secteur donné. Ce mythe a pris, ces dernières années, les habits de la mondialisation, et s'est traduit par des mégafusions d'entreprises qui ont donné l'impression de batailles de titans à l'échelle planétaire. Maintenant que certains de ces géants aux pieds d'argile se sont effondrés, il est utile de rappeler la réalité historique : plus d'une fusion sur deux, voire deux sur trois, conduisent à des échecs (essentiellement parce que l'on a négligé le facteur humain et fait l'impasse sur les cultures d'entreprise) et que, finalement, seulement une sur dix est créatrice de valeur pour l'acquéreur².

Toutes ces prises de position fondées sur le bon sens et la vérification des faits m'ont valu cette réputation d'inclassable, qui me convient bien. Le bon sens n'est ni à droite ni à gauche, mais ailleurs et autrement.

Libéral parce que social

J'entends bien rester « inclassable » car libéral parce que social.

Le libéralisme n'est pas le laisser-faire ; il faut bien réglementer, car il n'y a pas de liberté sans loi. Liberté d'entreprendre, d'échanger, de se rassembler, qui est à tort assimilée, en France, au capitalisme alors que, dans tous les autres pays, les libéraux sont réformistes, pro-

2. Cf. à ce propos le n° 131 de la *Revue française de gestion*, publié fin 2000, et entièrement consacré au thème des fusions-acquisitions.

gressistes démocrates et à gauche, et opposés aux conservateurs. Ce retour aux sources s'impose d'autant plus qu'un de ses principaux inspirateurs est un Français, Frédéric Bastiat. Il voyait dans le libéralisme la source d'efficacité économique la mieux à même d'assurer la redistribution sociale. Élu député des Landes en 1848, Bastiat se rallia franchement à la République et siégea à gauche. Libéral totalement engagé, Bastiat définit lui-même sa ligne politique dans une lettre à ses électeurs : « J'ai voté, leur dit-il, avec la droite contre la gauche, quand il s'est agi de résister au débordement des fausses idées populaires. J'ai voté avec la gauche contre la droite, quand les griefs légitimes de la classe pauvre et souffrante ont été méconnus » (cité par Christian Gerondeau, 1998).

Bastiat faisait ainsi partie de ceux qui ne situent le libéralisme ni à droite ni à gauche, mais voient en lui, en permettant l'épanouissement de chacun, le moyen de rendre l'économie plus efficace dans l'intérêt de tous, y compris, sinon d'abord, des plus démunis. Les effets positifs de la dépense publique sont immédiatement visibles. Ses contreparties négatives sont moins perceptibles. Reprenons quelques-uns de ses propos particulièrement actuels : « L'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde [...]. Le mot gratuit appliqué aux services publics renferme le plus puéril des sophismes. Le service public éteint, en droit ou en fait, le service privé de même nature. Tout en constatant la destination que l'État donne aux millions votés, ne négligez pas aussi de constater la destination que les contribuables auraient donnée et ne peuvent plus donner à ces mêmes millions [...]. Le peuple, accoutumé à tout attendre de l'État ne l'accuse pas de trop faire, mais de ne pas faire assez. Il ne dit pas : "Faites moins", mais : "Faites plus." Et c'est ainsi que l'abîme se creuse encore. »

Le libéralisme économique est mal vu en France ; ailleurs, il paraît naturel et n'est pas contradictoire avec la responsabilité sociale, l'humanisme et l'altruisme. À ce propos, Jacques Bichot (1997) écrivait : « Le libéral est synonyme de généreux ; les deux formes d'altruisme, le libéral et le socialiste, se comportent comme l'Américain et le Français dans le passage que Tocqueville consacre au désir de lutter contre l'alcoolisme ; le premier fonde une association [...], le second lance une pétition pour que l'État crée des structures ayant le même but. Dans un cas, c'est l'initiative individuelle qui prime sur la base d'un idéal commun, dans l'autre, on cherche à imposer par la contrainte la collecte des moyens, c'est l'altruisme imposé [...], il se trouve que l'altruisme volontaire d'en bas est plus efficace que celui imposé d'en haut. »

Ces idées font leur chemin et on a pu voir Lionel Jospin se prononcer « pour l'économie de marché et contre la société de marché ». Il est vrai que dans *Le Monde* de 10 juin 1999, ses collègues Tony Blair et Gerhard Schröder donnaient le *la* du socialisme libéral européen. Ils ont adressé un manifeste commun à « tous les sociaux-démocrates européens », les invitant à saisir « la chance historique de moderniser l'Europe » en donnant la priorité à la baisse des dépenses publiques, à la baisse des impôts, à la fin d'une « société d'assistance » ; ils y parlaient tout aussi bien de « réduire les taxes sur le travail et les entreprises », que de « la dépense publique [qui] a atteint des niveaux proches de l'inacceptable », d'« un système de protection sociale qui finit par entraver les capacités à trouver un emploi doit être réformé », de « la notion d'emploi à vie [qui] est dépassée ». Leurs maîtres mots étaient « flexibilité » et « responsabilité individuelle ». C'était bien le projet de Tony Blair : mettre le dynamisme du marché au service de l'intérêt général. On lui doit le *workfare*, ou programme *welfare to work* (litté-

ralement passer de l'assistance au travail), de miser sur la formation et l'insertion et de conditionner les prestations sociales à l'implication des individus.

Le meilleur moyen d'améliorer les conditions sociales est de parvenir à l'efficacité économique. Il en est ainsi de l'insertion : le meilleur service que l'on peut rendre à un chômeur ou à un handicapé n'est pas de le maintenir dans la dépendance de l'assistance, mais de l'accompagner dans une dynamique de projet, et même, à considérer le handicap comme une différence positive. Transformer ses faiblesses en forces n'est pas une vue de l'esprit, comme l'a bien montré Bachir Kerroumi (2001) dans sa thèse sur le déficit de management du handicap. Il sait de quoi il parle puisqu'il est lui-même aveugle.

Même chose sur le plan économique : l'emploi dans les entreprises n'est pas un objectif de la stratégie, mais un résultat de celle-ci. Nombre de mesures visant à protéger l'emploi salarié finissent par tuer l'emploi tout court. Il ne faut jamais oublier que, pour un chef d'entreprise, l'idéal pour un niveau de production donné, c'est d'avoir le moins de personnel possible, car les petites équipes sont plus faciles à motiver que les grandes. Et plus l'on augmente les contraintes de coût et de réglementation qui pèsent sur l'emploi salarié, plus on incite le chef d'entreprise à sous-traiter, à automatiser, ou à délocaliser plus qu'il ne le ferait autrement. On retrouve le même dilemme en ce qui concerne la lutte contre les inégalités économiques. Il y a ceux qui se battent pour le partage du gâteau en parts plus égales quitte, du même coup, à brider sa croissance par des arrêts ou des réductions de temps de travail, une rémunération du non-travail sans contrepartie d'activité ou une augmentation de la dépense publique pour créer des emplois de fonctionnaires non justifiés par le service public.

À côté de ces « partageux », il y a les entrepreneurs et les porteurs de projets qui ne comptent pas leur temps et pensent d'abord à créer de la valeur et à augmenter la richesse, quitte à la répartir de manière inégale en fonction des efforts et des talents des uns et des autres. Il est plus facile de répartir inégalement un grand gâteau agrandi que de diviser en parts égales un gâteau plus petit. C'est ici qu'intervient le paradoxe des inégalités : elles s'accroissent en période de croissance forte et se réduisent en période de récession³. Retenons le message à transmettre aux bons esprits soucieux de partage : qu'ils se battent d'abord pour augmenter la richesse, le reste sera plus facile.

On peut se revendiquer d'un libéralisme social avec un slogan simple : autant de marché que possible, autant d'État que nécessaire. Il faut plus d'économie de marché dans les monopoles de services publics, comme l'éducation ou les transports pour améliorer le service du public, et pas seulement augmenter les avantages des agents qui rendent le service sous prétexte qu'ils peuvent abuser de leur position dominante par un véritable détournement du droit de grève. Il ne faut pas confondre « service public » avec « statut public » des gens qui le rendent. Comme l'aurait relevé Jack Lang, lui-même, pour l'enseignement : là où les résultats scolaires sont les meilleurs en France, c'est en Bretagne et dans les Pays de Loire, tout simplement parce que la saine émulation par la concurrence entre le privé et le public y est plus vive qu'ailleurs ; et cela se fait dans le respect des règles du jeu imposées par le service public (obligations d'accueil, de programmes, conditions de recrutement des enseignants...). En corollaire, il faut plus d'État et d'intervention publique là où le marché fait défaut. C'est géné-

3. Cf. chapitre VI où nous revenons sur ce paradoxe des inégalités.

ralement le cas dans tous les domaines où la prise en compte des intérêts à long terme ne doit pas être sacrifiée à la rentabilité à court terme. C'est le cas pour l'environnement naturel, l'espace, les paysages, l'urbanisme, l'éducation, la santé, la famille et l'enfant. Il faut tout simplement plus, et surtout mieux, d'État pour conduire des politiques publiques de réductions des inégalités de revenus issues des conditions de marché. L'impôt positif et négatif (prime pour l'emploi) a, précisément, cette vocation. Ce n'est pas aux entreprises d'assurer l'équité de la redistribution sociale, mais à la collectivité.

Il fallait bien que notre pays sorte des errements du « ni libéralisme ni socialisme » qui, de François Mitterrand à Jacques Chirac, ont figé la France dans un *statu quo* du maintien des acquis sociaux de ceux qui ont un emploi garanti, et accentué la précarité des autres. De sorte que nous sommes perdants sur tous les tableaux puisque la France est dans le peloton de tête des prélèvements obligatoires et du chômage en Europe.

Si le libéralisme social avance partout en Europe, il est encore très mal vu en France, notamment dans les médias. C'est ainsi que même les libéraux de l'UMP se cachent derrière le réformisme. Les Français ont un problème avec le capitalisme et l'économie de marché, comme le relève François de Closets (2006) : « Ils rejettent l'économie de marché, les inégalités et l'insécurité qui vont avec. » Il est grand temps d'ouvrir les yeux : l'exception de la pensée française, marquée par le chauvinisme et l'horreur économique, n'est pas un rempart contre la mondialisation, mais un boulet qui bride l'initiative des individus et la performance des entreprises. Quand on est le seul pays européen à rejeter l'économie de marché, à repousser les réformes structurelles de la fonction publique, à parler de patriotisme économique tout en prétendant éclairer la pensée universelle, alors, il

faut s'interroger sur l'arrogance et l'aveuglement qui nous conduisent à nous retrouver seuls contre tous. Nos voisins européens, et notamment les Anglais et les Espagnols, doivent se tromper moins souvent que nous, puisque leur croissance de PIB par habitant y est systématiquement plus forte depuis vingt-cinq ans. Il m'est arrivé, dans des réunions, à Bruxelles et ailleurs, d'avoir honte pour mon pays. Que dire aux amis de la France, qui se désolent de voir un pays au passé si glorieux être tombé dans une telle régression de la pensée et des actes ?

*Itinéraire d'un déçu de la gauche,
puis de la droite*

Je me souviens de Michel Rocard m'invitant à lui présenter mes analyses, en 1991, pour « recharger ses batteries » ; je ne lui ai, sans doute, pas transmis assez d'énergie ce jour-là ! Je me souviens, aussi, d'un séminaire en 1997, avec François Chérèque et la Fédération des travailleurs sociaux de la CFDT ; il n'était pas encore, loin de là, converti aux 35 heures. La même CFDT m'a ouvert les colonnes de sa revue *Cadres*, en 1997, pour dénoncer les effets collatéraux des 35 heures, notamment la suppression des temps morts dans les entreprises, qui sont aussi des temps d'échanges et de vie sociale, et les risques de stress. Depuis, silence radio dans la gauche officielle ; on ne s'inspire pas d'un adversaire, on le combat ou, mieux, on l'ignore.

La gauche se méfie de mes propos inclassables de libéral social. Et la droite libérale voit, dans mon interventionnisme éducatif, familial, social et environnemental, un défaut socialiste congénital. Alain Madelin, qui a sans

doute eu tort de saborder en 2001 son mouvement Idées-Actions pour d'improbables ambitions présidentielles, m'a plusieurs fois qualifié de « socialiste qui s'ignore ». Je ne renie en rien cette fibre sociale, qui vient de mes origines modestes, de mon vécu dans la cité des Mureaux, ainsi que de la fascination qu'ont exercée sur moi Jules Vallès et sa trilogie (*L'Enfant*, *Le Bachelier* et *L'Insurgé*), la Commune, le surréalisme d'André Breton, puis *L'Homme révolté* d'Albert Camus. J'étais à gauche de naissance. Emporté par le tourbillon de mai 1968, j'ai même, pour la première fois, eu les honneurs du journal *Le Monde* pour une interpellation musclée dans une manifestation contre la présence américaine au Vietnam en 1969. Je criais comme beaucoup d'autres : « *US go home !* » Et je me trompais aussi sans le savoir. Cela m'a valu deux nuits à la Conciergerie, expérience inoubliable, où l'on se retrouve, d'un seul coup, plongé de l'autre côté du mur, dans un monde où l'homme n'est plus qu'un animal enfermé avec d'autres dans une cage, où il ne fait jamais nuit et où les besoins intimes se font forcément sans intimité. J'ai eu la chance d'en sortir très vite, puis d'obtenir un non-lieu, mais je n'oublierai jamais cette interpellation fortuite, un an après mai 1968, où j'avais été pourtant beaucoup plus téméraire, sans jamais me faire prendre. J'étais aussi présent à la Bastille le soir du 10 mai 1981 : « On a gagné ! » On avait gagné l'alternance, ce qui est déjà une grande respiration pour la démocratie.

J'ai donc voté à gauche jusqu'en 1988, et je le ferai sans doute encore si cette dernière était moins ringarde, prisonnière d'un électorat conservateur de ses acquis (une grande partie de la fonction publique) et aussi crédible économiquement que ses homologues européens. Après avoir été un déçu de la gauche, je suis devenu un déçu de la droite. J'ai rencontré beaucoup de gens intéressants au centre : l'idéologie y est moins forte et l'esprit

godillot absent ; on y tolère la différence et, même plus, on la respecte, voire on la cultive. Mais le centre est coincé au milieu et n'échappe pas aux faiblesses de tous les partis. Lorsque j'ai voulu, en 1993, appuyé par ses dirigeants nationaux, me lancer dans l'aventure municipale, avec des vues sur les futures législatives à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, agréable sous-préfecture où je m'étais installé par hasard, je me suis fait descendre au décollage par les leaders locaux du CDS (Centre des démocrates sociaux, ce sigle me convenait bien). Michel Rocard s'est fait descendre en vol ; il était plus expérimenté. Un leader local, toujours en place, une femme (en politique, elles ne sont pas moins dures que les hommes), a tout fait pour empêcher l'ascension d'un étranger dans son territoire ; un individu, d'autant plus dangereux qu'il avait des idées, écrivait dans les journaux nationaux et disposait d'appuis extérieurs. Je me souviens même de Nicolas Dupont-Aignan qui, cherchant, en 1994, un point de chute, s'était installé quelques mois à Vendôme ; il venait « pour nous aider ». Il est reparti ailleurs, sous une autre étiquette, et il a montré sa pugnacité politique au sein de l'UMP avant de fonder son propre mouvement.

Je n'avais rien compris : la politique est devenue un vrai métier. Il faut y entrer très jeune et, surtout, faire de l'hypocrisie une arme. Je ne suis pas fait pour ce métier où il faut savoir éliminer les meilleurs rivaux de son camp, se renier, cacher ses émotions et dire, non pas ce que l'on pense, mais ce qui sera électoralement payant. Cela ne m'a pas empêché d'agir avec d'autres pour créer, en 1994, l'Ismer, un institut d'entrepreneurs et de développement d'activités nouvelles, qui a permis, depuis, la création de plusieurs centaines d'emplois marchands dans le bassin de vie du Vendômois. Je ne regrette rien de cet épisode où j'ai beaucoup appris sur la nature humaine et sur moi-même. Le Vendômois a maintenant

un excellent député, d'envergure nationale, en la personne de Maurice Leroy, et c'est très bien ainsi. Cela m'a permis de m'occuper un peu plus de ma famille – l'aventure politique se fait forcément à son détriment – et de me consacrer à mon cœur de métier : la réflexion à partir de l'action et des problèmes concrets d'entreprise et de société. J'ai continué à écrire et à dire, haut et fort, un certain nombre de vérités ; c'est, sans doute, ce que je peux faire de mieux et, de toute façon, je ne sais rien faire d'autre.

Les cigares du Pharaon

Je me suis retrouvé un jour comme Tintin dans *Les Cigares du Pharaon*, découvrant que les élites politiques, économiques et sociales se réunissaient encagoulées, en s'appelant « frères », dans des sociétés secrètes. C'était en 2000, à l'occasion d'un petit déjeuner avec un scientifique, réputé dans les médias ; il me déclara, sans prévenir, et certainement par amitié, pour me rendre service : « Michel, cela fait longtemps que je te suis. Tu n'iras pas plus loin si tu ne nous rejoins pas ! » Quel choc ! Heureusement que j'étais assis ! Après un long silence, j'ai compris qu'il s'agissait des francs-maçons. Je savais que cela existait, mais je n'imaginai pas qu'un homme comme lui ait eu besoin de cela pour sa carrière, si brillante de toute façon. J'ai essayé d'en savoir plus, s'il en faisait partie ? Réponse sèche : « On ne répond pas à ce genre de question. » J'ai relancé, en demandant dans quelle branche il me verrait, la Loge libérale ou le Grand Orient, plus à gauche. « Grand Orient », telle fut sa réponse ! Je me suis prêté au jeu : comment faire pour y entrer ? Réponse énigmatique :

« Tu trouveras le chemin. » On n'était pas loin du religieux et du chemin de Damas.

Je n'ai rien vu venir, mais j'ai raconté régulièrement cette histoire autour de moi et j'ai vu plusieurs types de réactions : ceux qui se sont fermés immédiatement à son évocation, craignant, sans doute, d'être démasqués, ce qui du même coup confortait l'hypothèse de leur appartenance. D'autres, incrédules, paraissaient découvrir (faisaient-ils semblant ?) un phénomène qu'ils pensaient mineur. Une petite minorité, plus jeune, n'a pas caché son appartenance et m'a expliqué que ces réseaux étaient aussi des lieux de travail sur soi-même et de réflexion sur la société. J'ai lu quelques livres sur les frères invisibles (Ottenheimer, Lecadre, 2001) et, effectivement, il y a beaucoup de choses positives dans le fonctionnement des loges. J'ai même demandé à Alain Gourdon, un grand avocat qui n'a jamais caché son appartenance au Grand Orient, pourquoi il avait eu besoin de cela ? Il m'a répondu lucidement que « les loups chassaient mieux en meute que seuls. » Je resterai donc un loup solitaire. En Grande-Bretagne, bonne gouvernance oblige, l'adhésion à une loge est transparente et l'on sait qui en fait partie. Rien de tel en France où le secret l'emporte : il faut être initié pour se reconnaître par une certaine poignée de main. Je la reconnais maintenant parfaitement et je découvre que dans certains milieux elle est très fréquente.

Ainsi, il y a des réseaux qui transcendent les partis et les hiérarchies de la société. De la reconnaissance à l'entraide il n'y a qu'un pas, trop vite franchi. Quand l'appartenance l'emporte sur la compétence pour la promotion des hommes et la prise en charge des responsabilités, la justice et l'efficacité ne sont pas au rendez-vous. Je comprends mieux maintenant certains soutiens inexplicables, voire contre nature, dans des élections ou

cooptations professionnelles. Je me suis même amusé à tester mes amis du Cercle des économistes (je les connais presque tous, mais je n'en suis pas), en avançant, rigolard, que je savais pourquoi ils ne m'avaient pas coopté. Certains ont un peu paniqué, d'autres ont accusé réception en répondant : « On le dit ! » En tous les cas, ils chassent mieux en meute dans les médias que chacun n'aurait pu le faire isolément et nul doute que la qualité est au rendez-vous. Au demeurant, ils ne sont pas tous « frères » !

Le plus sclérosant dans la société française, c'est que les bienfaits de l'appartenance à ces multiples réseaux, et donc les handicaps de la non-appartenance, se cumulent. Je me souviens d'avoir été reçu par Jérôme Monod, un jour de 2005 où j'étais vraiment en colère contre un gouvernement de droite incapable de réformes. Emporté par mon humeur, je déclarai : « Je ne suis ni X, ni énarque, ni noble, ni franc-maçon, ni corse, ni corrézien..., mais un simple citoyen. Puis-je quand même servir mon pays ? » Il me répondit par un sourire amusé et ajouta gentiment : « Vous êtes généreux et courageux. Restez ce que vous êtes et continuez à écrire et parler comme vous le faites, c'est utile et la société en a besoin. »

Quand je désespère et m'interroge sur l'utilité de mon franc-parler, sabre au clair, ces paroles me redonnent du cœur à l'ouvrage. C'est la même force que je retrouve, quand me reviennent les paroles de Jacques Barrot, alors ministre de l'Emploi, me confiant, en 1996, une mission informelle sur l'activité et l'emploi : « Allez-y Godet, foncez, la patrie est en danger ! » De tels propos sont rares dans le monde politique, où la prudence et l'opportunisme l'emportent généralement sur le courage et les convictions.

*Quelle est la question
qui obsède les ministres ?*

À l'Élysée, à Matignon, à Bercy, l'écoute est, depuis 2002, certaine, mais l'influence sur les décisions beaucoup moins. J'ai même, fin 2005, sur le conseil de Jérôme Monod, écrit au président de la République pour attirer son attention sur trois propositions concrètes et essentielles, à mes yeux, pour éviter la paupérisation des familles avec enfants, créer des centaines de milliers d'emplois marchands à moindre coût et sortir des 35 heures par le haut, en rendant les heures supplémentaires non imposables (mais en gardant les charges sociales pour éviter les effets d'aubaine).

J'ai aussi été convoqué, en urgence, le samedi 28 mai 2005 (la veille du référendum sur le traité européen) par un ministre en exercice, que je connais depuis quinze ans et avec qui je parle familièrement. Il me pose la même question qui obsède tous les prétendants : « Tu es nommé Premier ministre. Que fais-tu pour l'emploi ? Quelle mesure immédiate faut-il prendre ? »

LES MINISTRES EN QUÊTE DU SAINT-GRAAL

C'était la troisième fois, en dix ans, qu'un ministre me posait cette question. La première fois, j'ai bafouillé de surprise ; je ne m'attendais pas à une question aussi simple, englobante et définitive. La deuxième fois, j'ai esquivé la réponse miracle attendue en avançant toute une série d'actions structurantes aux effets progressifs, mais certains. Mon interlocuteur, en quête du Saint-Graal, voyant que je n'avais ni potion magique, ni remède de cheval à lui proposer, n'a rien écouté de mes argu-

ments et m'a gentiment remercié. Cette troisième fois, je ne me suis pas laissé surprendre.

Le ministre, que je revoyais pour la première fois depuis des années, avait mon précédent livre, *Le Choc de 2006*, ouvert devant lui, avec des marques et des passages soulignés à de multiples pages. Il connaissait mes analyses et je pouvais jouer sur un capital de confiance et d'estime pour lui dire sans détour qu'il n'y avait pas de bonne réponse à une telle mauvaise question. C'est en cherchant une telle solution au chômage, séduisante sur le papier, que l'on avait lancé l'idée fausse des 35 heures et du partage du travail. L'on sait, aujourd'hui, que c'est l'activité qui crée la richesse et l'emploi, et qu'il faut donc travailler plus pour travailler tous (*cf. infra* les dangers de l'arithmétique). Ma réponse au ministre fut claire : surtout, pas de mesure nouvelle à ambition universelle et à portée limitée, aux impacts médiatiques à court terme. Il est temps que vous, les politiques, cessiez de chercher l'idée géniale que personne n'aurait eue avant et qui, d'un coup de baguette magique, deviendrait la solution miraculeuse. Cessez de penser d'en haut en voulant implanter, partout en France, des espèces exotiques qui seront rejetées (comme le sera, finalement, le CPE). Partez plutôt des initiatives locales, aidez-les à grandir et à se multiplier dans les territoires par marcottage. Promenez-vous avec votre arrosoir de subventions et fertilisez les initiatives pour l'activité et l'emploi qui y poussent naturellement. Facilitez la contagion de ces initiatives, comme le réveil des projets dormants (une de mes propositions au président de la République), en supprimant tous les obstacles administratifs et réglementaires qui brident leur développement. Vous créez, ainsi, des centaines de milliers d'emplois marchands à moindre coût. Cette perspective de jardinier de l'initiative n'a pas suffi à retenir son attention. Je ne lui apportais pas le Saint-Graal. Son télé-

phone a sonné (peut-être un signe du destin qu'il espérait). Il m'a glissé son numéro de portable et m'a remercié. Il ne m'a jamais rappelé, moi non plus. Ce qui m'intéresse, ce sont les hommes et les femmes politiques qui mettent l'intérêt général avant leur carrière. Ils ne sont pas légion.

*Les médias préfèrent l'homme
qui mord le chien*

Il est difficile dans notre pays d'être marqué au fer rouge du qualificatif de libéral. Dans les milieux intellectuels, c'est une forme d'ex-communication, aussi définitive que celle d'être qualifié de raciste quand on pose certaines questions sur l'immigration. C'est ce que le regretté Jean-François Revel (1988) appelait : « le racisme des anti-racistes vis-à-vis de ceux qu'ils jugent racistes ». L'intolérance et l'ostracisme qui sévissent dans certains milieux intellectuels de gauche (les autres sont quasi inexistantes ou peu fréquentables) sont tels que, pour faire passer des idées dans les médias, il est plus facile de le faire avec une étiquette de gauche bien pensante que l'attribuer à un individu dont l'obéissance est moins sûre, voire suspecte. Ainsi, les mêmes qui ont été choqués par les propos de Nicolas Sarkozy sur la « racaille » n'ont pas réagi à ceux, tout aussi bruts de fonderie, de Malek Boutih, l'ancien président de SOS Racisme, devenu membre du comité directeur du Parti socialiste (*cf.* encadré *infra*) ; ils ont même, peut-être, pensé qu'il n'y avait rien à redire, que tout cela était la vérité et faisait réfléchir.

Malek Boutih « le désillusionniste »

C'est sous ce titre que, dans un portrait publié dans *Le Monde* du 13 juin 2002, Malek Boutih, secrétaire national du Parti socialiste et ancien président de SOS Racisme, donnait sa vision de la banlieue, du racisme et des jeunes. Selon Malek Boutih, les responsables des émeutes sont « des barbares des cités », avec lesquels « il n'y a plus à tergiverser, il faut leur rentrer dedans, taper fort, les vaincre, reprendre le contrôle des territoires qui leur ont été abandonnés par des élus en mal de tranquillité ». Il résume la vie dans les cités à un reportage de TF1 où « cinq mille gangsters terrorisent les quartiers, violent les filles en tournautes, cament leurs petits frères jusqu'à l'os, s'équipent en armes de guerre et tiennent chambres de torture dans les caves ». Pour lui, « aujourd'hui, soit on reprend les cités, soit on bascule dans la grande délinquance ».

Toujours selon Malek Boutih, « il faut remettre au boulot » la police : « Le plus grand nombre de bavures n'est plus son fait, c'est la racaille qui tue le plus dans les cités. » De plus, Malek Boutih, dans *Le Monde* du 27 janvier 2005, se déclare favorable à l'instauration de quotas d'immigration.

Enfin, dans son rapport sur les problèmes d'immigration, il recommande des solutions concrètes : fin du rapprochement familial systématique, politique de quotas pour gérer l'entrée des étrangers, fin de la double nationalité, plus de régularisation massive des clandestins, etc. Quand ces propos ont été tenus, personne ne s'est élevé contre. Pourquoi le mot « racaille » choque-t-il aujourd'hui et non hier ?

Jean-Claude Michel, *La Lettre du cadre territorial*,
n° 307, 1^{er} décembre 2005

Je ne fais manifestement pas partie des bien-pensants patentés : « inclassable », comme le disent, sous forme de critique, ceux qui n'apprécient pas mes propos et les considèrent, au mieux, comme provocateurs et

irresponsables. C'est la réalité qui est provocante quand on la peint telle qu'on la voit, et je reçois le qualificatif d'inclassable comme un compliment. J'entends bien rester un esprit libre, ailleurs et autrement, n'ayant ni Dieu ni maître, même si je n'ai rien d'un anarchiste. Il n'empêche que mes analyses sont plus faciles à faire passer quand elles sont reprises, quelques années plus tard, par d'autres esprits placés du bon côté de la classification, et donc plus audibles.

Je m'étonnais en 2006, auprès d'une journaliste du *Nouvel Observateur* qui suit mes travaux depuis vingt ans, de voir reconnues et attribuées à d'autres des idées que j'avais pu avancer des années auparavant dans les mêmes journaux. Il en est ainsi du consensus sur le chômage (Godet, 1990), bien avant que l'on ne parle de préférence française pour le chômage, ou encore de l'insuffisante création d'emplois dans les services de la France comparée aux États-Unis dans *La Tribune* (1993a). Les auteurs ignorent sans doute que, lorsque l'on a une bonne idée, d'autres l'ont généralement eue avant. Je n'échappe sans doute pas à ce constat et l'essentiel, c'est bien que les idées passent⁴.

Il y a cependant des limites au renoncement : quand on finit par vous prier de citer ceux qui ont « oublié » de le faire à votre égard, alors que l'on ne fait que reprendre ses propres analyses, on ressent un sentiment de dépossession de sa pensée, difficile à supporter. Il en est ainsi de l'analyse de la maladie du diplôme (1988a) et des effets pervers de la course aux diplômes que j'avais effectuée, dès 1988, dans *Le Monde de l'éducation*. Ces expressions ont été « redécouvertes » récemment par la sociologue Marie Duru-Bellat (2006). Les médias

4. Je ne suis pas le seul concerné par ce contrat. En 2008, Thomas Piketty a rendu « politiquement correct » à gauche l'idée d'un système de retraite à points que soutenait jusqu'ici, sans être entendu, Jacques Bichot, et ce, depuis des années.

comme *Le Monde de l'éducation* devraient se souvenir de ce qu'ils ont publié et que j'ai ensuite, depuis 1991, repris dans des livres vendus à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires⁵. Ils s'en souviennent d'ailleurs, mais l'oublient sciemment. Pourquoi ? Tout simplement parce que je suis considéré comme le chien qui mord l'homme et non comme l'homme qui mord le chien !

Pour comprendre, il faut rappeler que, dans les écoles de journalisme, on enseigne qu'un chien qui mord un homme, ce n'est pas une information, alors que si un homme mord un chien, c'est un scoop ! On l'a compris, je suis le chien, et si j'avance une idée nouvelle à contre-courant du conformisme ambiant, elle sera moins reprise que si la même idée est avancée, plus tard, par quelqu'un du bon côté de l'échiquier intellectuel. Pour être entendu, il faut d'abord faire partie d'une bande d'intellectuels bien-pensants, et donc forcément à gauche (par exemple, hier membre de la Fondation Saint-Simon, ou, aujourd'hui, membre de La république des idées). Ce n'est pas mon cas, même si j'ai, jusqu'ici, publié au moins aussi souvent dans *Libération* que dans *Le Figaro*. D'ailleurs, je ne me présente jamais comme un intellectuel, mais plutôt comme un homme d'action qui réfléchit. Un intellectuel, c'est quelqu'un qui réfléchit sur l'action des autres. J'ai horreur de ces gens qui, dans les émissions télévisées, disent : « Je vous parle en tant qu'intellectuel », comme si les autres n'étaient pas capables de penser vrai !

Pour la petite histoire, j'ai essayé, en vain, tout au long au long du mois de juin 2006, de contacter l'animateur de La République des idées pour que cesse l'apartheid intel-

5. Depuis mes articles dans *Le Monde de l'éducation* (1988a) et dans *Futuribles* (1988b ; 1993c), je n'ai cessé de dénoncer cette maladie du diplôme, qui devait conduire à une dévaluation des assignats universitaires, à une surabondance de diplômés et à une pénurie de professionnels. Dans *L'Avenir autrement* (1991), dans *Emploi : le grand mensonge* (1994 ; 1997 ; 1999), puis dans *Le Choc de 2006* (2003 ; 2006).

lectuel et l'exclusion dans l'indifférence de ceux qui sont suspects de porter une nouvelle « étoile jaune », celle de l'affreux libéralisme. La gauche bien-pensante serait-elle sectaire ? Je me refuse à le croire. Il me reste la possibilité de rejoindre les autres francs-tireurs de la pensée comme Jacques Marseille, François de Closets ou Pascal Bruckner. Mais il est difficile de rassembler les inclassables qui ne se sentent, ni à droite ni à gauche, mais simplement ailleurs et autrement, du côté du bon sens. En attendant, je vais continuer à lutter contre le règne du mensonge.

Le mensonge gouverne le monde

« C'est le mensonge qui gouverne le monde. » Cette remarque de Jean-François Revel (1988) est là pour nous rappeler que, non seulement la vérité n'est pas toujours bonne à dire, mais que l'on s'ingénie à la cacher à l'opinion. Le même auteur ajoutait que l'on avait une fâcheuse tendance à « trier dans les informations que l'on reçoit, pour ne retenir que celles qui nous arrangent et rejeter celles qui nous dérangent ». Évidemment, les chiffres de performance ou d'emploi des voisins qui nous dérangent sont faux et ceux qui nous arrangent sont forcément justes ! Personne n'échappe à ces biais cognitifs. Combien de fois n'ai-je pas été interpellé : les chiffres du chômage aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, deux fois plus faibles, sont faux ! La croyance s'appuie chaque fois sur une statistique vraie, qui prête à l'amalgame : il est vrai qu'il y a un million d'adultes dans les prisons américaines ; il se peut qu'aux Pays-Bas, certains chômeurs soient déclarés inaptes au travail et il est vrai que le temps partiel y est très développé ; il y a sans doute des travailleurs pauvres aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et

c'est, pourtant, ce dernier pays qui, grâce à Tony Blair, a enfin instauré un salaire minimum et l'a fait augmenter de 40 % en cinq ans pour le situer autour de 6 £ de l'heure (environ 9 €). Il n'empêche que, dans tous les cas, le taux d'emploi effectif de la population (proportion de personnes en âge de travailler occupant un emploi, les chômeurs ne sont pas compris) est, dans ces pays, supérieur à 70 %, soit cinq à dix points de plus qu'en France. Les statistiques de l'emploi ne sont pas plus justes ou fausses à l'étranger qu'en France. Et les organismes internationaux, comme l'OCDE, sont justement là pour permettre des comparaisons fiables à partir de définitions communes. Il y a, partout, des erreurs de mesure, mais on ne peut les suspecter de parti pris. Les millions d'emplois nouveaux créés aux États-Unis étaient forcément des petits boulots dégradants pour ceux qui les occupaient. De toute façon l'emploi, c'était fini, et Michel Rocard préfaçait le livre de l'Américain Jeremy Rifkin (1996) alimentant cette thèse. On sait maintenant qu'il n'en était rien, et que la part de l'emploi qualifié augmente avec la révolution de l'intelligence.

Pour les nostalgiques du socialisme et du communisme, le capitalisme et l'économie de marché, associés à l'impérialisme américain, ne peuvent être que néfastes à l'humanité. L'homme blanc, capitaliste, serait coupable du pillage du tiers-monde, de son non-développement, de l'accroissement des inégalités entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres, ou encore, de l'augmentation de la part de valeur ajoutée revenant aux actionnaires. Tout cela est très contestable, voire faux, quand on veut bien s'informer sur la réalité des chiffres et des faits⁶.

6. Pour les inégalités, la démonstration a été rappelée dans le dernier livre de François de Closets (2006) : « Si l'on compare les niveaux de vie des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres dans la société française, le rapport qui s'établissait à 4,8 en 1970 s'était réduit à 3,2 en 2001. C'est surtout dans les années Giscard que l'écart s'est réduit de 4,8 à 3,6. » Ce dernier a aussi mille

Ainsi, sous l'effet conjugué de l'augmentation de l'emploi et du salaire moyen, la part de la valeur ajoutée revenant aux salaires a augmenté en France ces dix dernières années : elle est passée de 63,6 %, en 1998, à 65,8 %, en 2006. La baisse de 2003 (65,3 %) n'est qu'une fluctuation mineure dans une tendance à la hausse.

Mais les mythes ont la vie dure : celui des 15 % de rentabilité réclamés, ou plutôt souhaités par les actionnaires, notamment ! Certaines entreprises ou fonds d'investissements y parviennent pour quelques années en restructurant des secteurs ou en ne gardant que les activités les plus rentables. Mais, globalement, une telle rentabilité n'est pas durable dans le temps comme ont pu s'en rendre compte des sociétés comme Altran au début des années 2000 parce que leurs dirigeants avaient fini par truquer les comptes. Depuis l'été 2007, les banques qui avaient pris des risques en s'engageant dans la bulle immobilière américaine l'apprennent aussi à leurs dépens. Il n'empêche que certaines données heurtent le sens commun, comme le note Jean Arthuis (2006), président de la commission des Finances du Sénat : « Les sociétés du CAC 40 ont amassé 80 milliards d'euros, distribué 30 milliards de dividendes et ne créent plus d'emplois. Nous entrons dans une sorte de folie. » Il faut tempérer ce constat en rappelant que les entreprises françaises sont possédées à 60 % par des actionnaires étrangers et que l'essentiel de leur chiffre d'affaires et de leurs résultats se situe hors de France. Ce qui est anormal, c'est de les aider, en France, pour la recherche et l'innovation, sans contrepartie d'emplois. Mais le plus grave, c'est d'avoir empêché, par idéologie anticapitaliste, la constitution d'une épargne de capitalisa-

fois raison de réclamer des limites aux écarts de salaires et revenus dans les entreprises, entre le haut et le bas de l'échelle. Sa proposition de limiter l'écart de 1 à 100 est aussi raisonnable que ne le sont pas les sommes astronomiques perçues par certains dirigeants, qu'ils réussissent ou qu'ils échouent !

tion qui aurait permis d'éviter que, peu à peu, des fonds de pension étrangers prennent le contrôle de nos fleurons.

Chaque fois, les menteurs eux-mêmes finissent, d'ailleurs, par croire à leurs mensonges à force de les répéter. De sorte qu'il est de plus en plus difficile de s'y retrouver entre le vrai et le faux. D'autant que, le plus souvent, ceux qui savent se taisent, afin de ne pas troubler le conformisme ambiant... Tout se déroule comme si le « savoir-vivre » imposait le silence des complicités passives avec la pensée dominante. C'est la raison pour laquelle je prends le risque de passer pour un irresponsable et un provocateur. Car la réalité, scrutée avec les yeux du bon sens, renvoie une image bien plus provocante que l'acide des mots. Je n'ai donc pas perdu la raison. Je ne me suis pas laissé emporter par la passion. Non, je suis tout simplement en colère contre l'hypocrisie, l'illusion et l'absurdité qui règnent dans notre société. Bref, je suis révolté contre tous ceux qui prétendent nous faire entrer dans l'avenir à reculons, afin de préserver leurs privilèges. On a trop repoussé les échéances pour que la réforme en douceur soit possible. Je me souviens de Jacques Delors déclarant, en 1995, dans le journal *Libération* : « Ceux qui prétendent faire des réformes sans fracture ni facture sont des menteurs. »

« Ça suffit ! Ça ne peut plus durer ! L'explosion sociale ne va pas tarder ! » Voilà des années que de tels commentaires circulent. Pourtant, rien de tel ne se produit et la situation s'aggrave. Les chômeurs étaient moins de 400 000 avant 1973, 1 million en 1975, plus de 2 millions aujourd'hui, et beaucoup plus si l'on tient compte du traitement prétendument social, et en réalité statistique, du chômage.

Cela fait plus de vingt-cinq ans que l'on attribue à des facteurs externes la crise d'origine interne que nous vivons. La vérité est plus simple : ce sont autant de mirages que nous nous sommes donnés pour nous voiler la

face et ne rien changer à l'ordre établi. L'indépendance énergétique n'était pas la clé de tous nos maux. Ni les nouvelles technologies, ni l'Europe avec son marché unique n'ont apporté la nouvelle ère de croissance tant annoncée. Quant à l'ouverture internationale, renforcée par la mondialisation des économies tant décriée, elle détruit peut-être des emplois en poussant à la spécialisation, mais elle crée surtout de la richesse dont la France, cinquième exportateur mondial, aujourd'hui déficitaire, profite moins que d'autres.

En 1994, je publiais un livre intitulé *Emploi : le grand mensonge*. C'était un an après la dissolution, par le gouvernement d'Édouard Balladur, de la commission Mattéoli (dont j'étais membre) sur les obstacles structurels à l'emploi. Après quelques mois de réflexion, elle parvenait à une première vérité inaudible (Godet, 1993b) : le SMIC, avec ses charges, est une barrière à l'emploi des travailleurs peu qualifiés. Il en est, en effet, du marché du travail comme de tout marché ; s'il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande (le chômage), c'est qu'on ne laisse pas jouer le système de prix. Si le SMIC était resté indexé sur l'inflation, et n'avait pas connu des coups de pouce, il serait au niveau du RMI⁷. Entendons bien le message : il y a des gens que l'on n'embauche pas parce qu'ils coûtent trop cher compte tenu de la valeur de leur compétence et du coût de l'éventuelle débauche. Ce n'est pas aux entreprises d'assurer la fonction de redistribution sociale, c'est à la collectivité de le faire. Ce message qui devrait s'imposer par le bon sens et le principe de réalité, n'est guère répandu dans la société française. Pourquoi ?

Comme me l'a confié Jacques Lesourne il y a une quinzaine d'années, lors de l'un de nos entretiens régu-

7. Le SMIC a augmenté de 25 % entre 2001 et 2005.

liers : « La France est une société héritée du christianisme et du marxisme ; le premier défend le plein-emploi et le juste salaire, ce qui est contradictoire ; quant au marxisme, le salaire, pour lui, ne traduit pas les raretés relatives, mais peut être fixé à n'importe quel niveau, car il résulte des rapports de forces. C'est ainsi que la société française ne veut pas entendre parler du lien entre le coût du travail et l'emploi. C'est un lien qu'elle n'a jamais accepté, le considérant comme immoral. »

Faute d'ouvrir les yeux sur le fonctionnement du marché du travail, et sur les expériences étrangères performantes, on dit avoir tout essayé pour l'emploi. L'argument est classique ; notre modèle social est trop différent, il ne faut pas y toucher, et ce qui fonctionne chez nos voisins n'est donc pas transposable : l'apprentissage, en Allemagne, le temps partiel, aux Pays-Bas, ou, encore, la flexibilité du marché du travail, en Grande-Bretagne. Puisque le modèle danois est à la mode, allons jusqu'au bout de celui-ci en ne protégeant pas les emplois, mais les personnes, et en responsabilisant les chômeurs qui voient leur indemnisation se réduire drastiquement s'ils refusent une offre d'emploi : pas de droits sans devoirs. Mais tout n'est pas transposable du modèle danois : 80 % de représentativité syndicale et une préférence nationale à l'embauche dans un pays aussi peu « ouvert » au travailleur étranger que le Japon !

Il y a peu de chances que les vraies questions soient posées autrement que dans l'urgence. Il faudrait, pour cela, remettre en cause les rigidités et les myopies de la société française et s'interroger sur les finalités de la croissance. Déjà, Sénèque disait : « Il n'y a point de vent favorable pour celui qui ne sait où il va. » Mais où est donc passée la planification à la française dont nous étions si fiers ?

L'actualité des banlieues et la crise du système éducatif ont malheureusement révélé la pertinence de certai-

nes questions et les problèmes ont été effectivement traités dans l'urgence, alors qu'on aurait pu les anticiper. Quant à la planification à la française, elle est morte et enterrée. J'avais suggéré, en 1996, la création d'un Commissariat à la prospective et à l'évaluation. Le président Sarkozy a créé un secrétariat d'État en 2007. Je ne peux que m'en réjouir.

La critique par le rire

J'aime la vie, les gens et le plaisir du contact humain, et je m'ennuie à côtoyer tous ceux qui se prennent au sérieux, notamment tous ces essayistes froids (pessimistes invétérés ou éternels optimistes) dont les analyses et les critiques sont tristes et ennuyeuses. J'aime les éclats de rire de Jacques Marseille, même si je ne le suis pas sur tout (l'Europe notamment), j'apprécie l'humour caustique de François de Closets (2006) : ce sont les rapports de forces qui permettent le « Toujours plus ! » et le « Plus encore ! ». Et celui, plus discret, de Jacques Lesourne (1998), à qui l'on doit quand même cette formule de synthèse magnifique : « La France, c'est un modèle soviétique réussi. » Il n'a pas osé, comme je lui avais suggéré, reprendre ce titre pour son livre prosaïquement intitulé *Le Modèle français : grandeur et décadence*. Dommage, car ce livre, remarquable, aurait certainement eu beaucoup plus d'impact. Il en va des idées comme des produits : l'emballage influence le comportement d'achat.

On prétend qu'une femme que l'on fait rire est à moitié séduite ; c'est vrai mais, hélas, cela ne dit pas comment faire pour séduire l'autre moitié. En tout cas, pour ouvrir les oreilles qui, autrement, se fermentaient, rien de tel que le plaisir du rire ensemble. La même image, jouant

sur les mots, laissera froid un public restreint et déclenchera l'hilarité collective d'un public plus nombreux. Une salle qui commence à rire dès le début d'une intervention, le fait ensuite à la moindre occasion. Comme si la soif collective de rire était immense et inassouvie, dans une société française qui s'ennuie à force de se faire peur en écoutant les prophètes du déclin et les catastrophistes de l'altermondialisation verte. Comme l'a relevé Claude Allègre (2007), ces derniers sont souvent comme des pastèques : verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur.

La France a peur de tout : de l'avenir, de la mondialisation, de la technologie, de l'Amérique, de la Chine. Le phénomène n'est pas nouveau : déjà les Gaulois craignaient que le ciel ne leur tombe sur la tête et le général de Gaulle (1932) écrivait dans *Le Fil de l'épée* : « Les Français sont des apôtres du déclin et des nostalgiques de la décadence. »

Il est vrai que Coluche et Devos nous manquent, et que j'ai pu souvent penser, suite aux réactions du public que, du métier de professeur, j'allais passer à celui de chansonnier comique, voire au clown critique. La profession de clown analyste d'entreprise existe déjà : c'est un vrai métier, exercé par des artistes comme Bernard Mangin, alias Alberto. Il reste à inventer celle de clown analyste de société. J'ai parfois l'impression de ne pas en être loin.

Il est ainsi possible de critiquer les 35 heures devant les partenaires sociaux et de se faire applaudir en remarquant que :

— avec la RTT, l'on a tué les temps morts dans les entreprises, alors qu'il faut des temps morts pour vivre le lien social et retrouver le plaisir au travail !

— dans certaines entreprises, les gens ne se voient plus, ils se croisent et communiquent par courriel. La grève est ainsi un moment privilégié, où tout le monde se

retrouve, et où chacun peut enfin se parler et redécouvrir la chaleur du lien social. D'où ma suggestion aux chefs d'entreprise : introduisez des substituts festifs à la grève, le loto surprise ou le méchoui inattendu ;

— pour retrouver le plaisir au travail, il faut prendre le temps de faire les choses à son rythme. De toute façon, on court moins vite après 50 ans qu'à 30 ans. Il en est du travail comme de l'amour, on assure toujours, mais il faut chauffer ! Les seniors devront travailler plus longtemps ; ils voudront bien, mais réclameront le *slow business* : faire en quarante heures ce qui n'en prend que trente-cinq.

Autre exemple, avec la maladie du diplôme : moins un diplôme vaut, plus il est nécessaire de l'avoir ; l'avoir ne donne pas grand-chose, mais ne pas l'avoir empêche tout. Le bac ne vaut plus rien, donc celui qui ne l'a pas vaut moins que rien ! Rappelons aussi que c'est devenu difficile de rater le bac !

Comment prétendre préparer les enfants à changer plusieurs fois de métier au cours de leur vie, avec des enseignants qui, eux-mêmes, ne sont jamais sortis de l'école ?

La même remarque pourrait s'appliquer à l'orientation scolaire. Ses personnels ne savent qu'orienter vers des formations qui débouchent sur des métiers qu'ils ne connaissent pas.

En rapprochant la démographie et l'écologie, on peut aussi donner envie de rire. En effet, l'homme européen, dans sa diversité culturelle, est aussi une espèce à protéger, au moins au même titre que le scarabée pic-prune de la forêt de Bercée, dans la Sarthe, pour lequel on n'a pas hésité à modifier un tracé d'autoroute. Voulant ainsi sensibiliser aux questions démographiques un parterre d'écologistes réunis à l'abbaye royale de Fontevault, il y a une dizaine d'années, m'est venue d'un seul coup, à l'esprit, la question suivante : « Que diriez-vous si le taux de fécondité des baleines était divisé par deux, à moitié

du seuil de renouvellement ? Vous alerteriez certainement tous les médias de la planète ? » Les trois cents participants rassemblés devant moi opinèrent de la tête. J'ajoutai immédiatement : « C'est pourtant ce qui se passe depuis vingt ans pour les Italiens du Nord et les Catalans et personne ne bronche ! » Je me souviens de l'un d'eux réagissant à ma flèche : « Tu frappes en dessous de la ceinture ! » On ne peut pas sauver la vache de l'Aubrac, sans sauver le paysan qui va avec. Et je dénonce, depuis, l'attitude de certains « Khmers verts » pour qui la disparition de l'homme blanc occidental (gaspilleur, pollueur) serait une bonne nouvelle pour la nature qu'ils veulent rendre aux loups. Soyons clair, je suis favorable à la présence raisonnée des loups et des ours dans nos montagnes, ainsi qu'à la protection des tortues et des baleines. Mais à quoi nous servirait d'avoir sauvé les baleines s'il n'y avait plus d'enfants chez nous pour les regarder ? L'espèce humaine est unique et n'est pas menacée, mais sa diversité socioculturelle mérite d'être préservée autant que celle du scarabée !

Dernier exemple, qui m'a valu la colère du grand spécialiste des sondages, Roland Cayrol, après un débat télévisé en commun sur LCI. Le sujet portait sur l'apparente contradiction des réponses des Français, interrogés sur la popularité des grèves de transport public et sur la nécessité d'instaurer un service minimum. J'ai relevé qu'il faudrait cesser de passer son temps à décortiquer les réponses des Français sur tout et n'importe quoi et de voir des contradictions qui n'en sont pas. Car la réponse dépend de la question. « Demandez à votre prêtre si vous pouvez fumer en priant, il vous dira certainement non ! En revanche, si vous lui posez la question de pouvoir prier en fumant, il dira certainement oui ! » La question influence la réponse ; ce sont donc les questions qui posent question. Plus généralement, les politiques et les médias abu-

sent de la consommation de sondages. Les chefs d'entreprise français interrogés sur la situation économique du pays étaient plutôt pessimistes durant l'année 2005 (représentant ainsi ce qu'ils lisaient dans les journaux et qui pouvait, aussi, s'inspirer de précédents sondages). Pourtant, les mêmes chefs d'entreprise, interrogés individuellement, déclaraient majoritairement que pour eux ça allait bien. En effet, l'année 2005 a été exceptionnelle pour la croissance à l'échelle mondiale qui rappelle, en mieux et plus fort, la Belle Époque. Lors des sondages, les Français déclarent à plus de 70 % ne pas être heureux et être inquiets pour les générations futures. Curieusement, 84 % des personnes interrogées se déclarent heureuses⁸.

Les médias abusent aussi du traitement de l'actualité immédiate, qui consiste à traiter, tous et en même temps, de l'éphémère, sans prendre le recul nécessaire à l'analyse. C'est ainsi que l'on parle beaucoup trop des réactions aux petites phrases des hommes politiques, y compris dans des émissions où l'on livre des sondages montrant que cela n'intéresse pas les Français. Raison de plus pour continuer. Plus généralement, l'on peut regretter que les médias privilégient, dans les débats politiques, la course de lévriers : qui va gagner ? Au détriment des questions de fond sur les analyses, les programmes et les projets des candidats, ou encore les critiques des spécialistes. On a les médias et les hommes politiques que l'on mérite, ils sont là pour répondre aux attentes de l'opinion. Il appartient à chacun d'entre nous de poser les questions qui dérangent et jusqu'ici j'ai fait le maximum pour y contribuer. Ce livre en témoigne !

8. Sondage CSA, *Le Figaro Magazine* du 4 mars 2006.